



Radhi Meddeb Directeur général d'IpeMED

L'économie rapproche, la politique divise

► Depuis le Sommet de Paris en juillet 2008 qui marque la naissance de l'Union pour la Méditerranée (UPM), une profusion d'initiatives méditerranéennes est annoncée quotidiennement. Les investissements nécessaires à leur réalisation s'élèvent à des dizaines de milliards d'euros. Sont-elles pour autant toutes viables, réalistes ? Correspondent-elles à des

projets ? Loïn s'en faut. Souvent utopiques, elles sont toutes à la recherche de financements et de labellisation UPM. Elles démontrent plus la rage de la société civile pour une Union et son exigence pour des projets structurants, qu'une demande des milieux économiques qui savent faire avancer leurs projets et trouver les financements adéquats.

► Depuis plus d'un an, le processus institutionnel est chaotique. Peu de réunions ont lieu, alors que les milieux d'affaires se réunissent, investissent et avancent. Fin octobre à Tanger, Euromed Capital Forum a été

un grand succès mais en même temps il a pointé les limites de ses interventions face à l'immensité des besoins de la région. La situation actuelle est révélatrice de la nécessaire indépendance mais aussi de la complémentarité des deux démarches. D'un côté le projet politique et diplomatique, audacieux mais destiné à connaître des difficultés et des avatars au rythme des conflits régionaux ; de l'autre, le projet économique, celui d'IpeMED et de ses membres fondateurs, qui progresse car il correspond à des exigences objectives : la construction économique d'une région proche et complémentaire.

Des projets, oui, mais avec quel argent ?

Les écrits et les discours, nombreux, parfois stériles, sur l'avenir de la région méditerranéenne prennent souvent la forme d'une liste sans fin de besoins et, par conséquent de projets destinés à y répondre. Ici, c'est le pharaonique Desertec avec ses centrales solaires disséminées dans le Maghreb qui fait rêver à une énergie disponible *ad vitam æternam*. Là-bas, ce sont des batteries d'unités de dessalement d'eau de mer couplées à des centrales nucléaires qui font figure de solution d'avenir. En un mot, les idées sont sur la table et les solutions largement identifiées pour permettre le décollage économique définitif des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem).

L'IDÉE D'UNE BANQUE RÉGIONALE Il reste bien sûr la question essentielle du financement. Le plus paradoxal dans l'affaire est que les avis sur ce thème demeurent versatiles. L'investissement direct étranger (IDE) à long-temps fait figure de solution miracle. Mais crise économique oblige, son étoile a quelque peu pâli tandis qu'étaient mises en évidence d'autres pistes comme l'utilisation de l'épargne locale et des transferts financiers des diasporas. Problème, cette manne, pourtant importante – au Maghreb, les remises des migrants atteindraient les 10 milliards de dollars annuels – est difficilement mobilisable par des secteurs bancaires et financiers plus ou moins archaïques.

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER A LONGTEMPS FAIT FIGURE DE SOLUTION MIRACLE, MAIS CRISE ÉCONOMIQUE OBLIGE, CE N'EST PLUS LE CAS.

Émerge dès lors l'idée d'une banque régionale, l'équivalent d'une «Berd méditerranéenne», qui pourrait à la fois collecter l'épargne locale et la transformer en capitaux à long terme pour des projets dûment sélectionnés. Une banque, financée par des capitaux privés, dont l'action et l'influence pourraient contribuer à la modernisation des environnements financiers nationaux. Pour autant cette banque régionale continue à faire débat. Mais là, n'est peut-être pas l'essentiel car toutes ces pistes reposent sur le postulat suivant : les Psem n'ont pas besoin d'une aide financière massive en provenance du Nord. Prétendre cela, c'est tout de même oublier que l'Europe du Sud, Espagne et Grèce en tête, n'aurait jamais atteint son stade de développement actuel sans les fonds structurels européens.

DOUBLE LEVIER C'est oublier aussi à quel point la contrainte de l'acquis communautaire peut s'avérer bénéfique pour des pays qui hésitent à mener des réformes. Mais évoquer ce double levier des fonds structurels et de l'acquis communautaire est bien hasardeux car cela revient à aborder la question, devenue taboue pour ne pas dire anachronique, de l'adhésion des pays du Sud de la Méditerranée à l'Union européenne...

Akram Belkaïd
Journaliste et conseiller
éditorial d'IpeMED



ÉLECTRICITÉ

Le libanais E-Aley parie sur le renouvelable

● Le groupe énergétique privé libanais Électricité de Aley (E-Aley), entend développer les énergies renouvelables et les projets *verts* afin d'augmenter sa propre production d'électricité et de pallier les carences d'un secteur public de plus en plus défaillant. La firme, citée en exemple au Liban pour son efficacité, vise l'implantation d'un parc d'éoliennes dans la région du Akkar. Des études sur trois ans ont en effet confirmé l'importance du potentiel de la région du Nord en termes de puissance du vent (8 mètres par seconde) pouvant permettre de générer jusqu'à 60 MW, soit l'alimentation d'environ 60 000 foyers. Un autre projet d'envergure envisage également l'utilisation d'un espace de stockage de 16 000 mètres carrés du port de Jiyé afin d'y construire et d'opérer une installation pouvant générer 60 MW.

Industrial Initiative (DII) a pour forme juridique une société à responsabilité limitée (GmbH). Son objectif est la mise en œuvre du concept Desertec tel qu'il a été conçu par la fondation éponyme. Dans le tour de table de DII, appelé à être élargi, on trouve les entreprises ANN, Abengoa Solar, E.ON, Schott Solar, Siemens, Deutsche Bank, la Fondation Desertec ainsi que le groupe privé algérien Cevital. Pour mémoire, Desertec vise à fournir 15% de l'électricité européenne en 2050, à partir essentiellement de centrales solaires thermodynamiques implantées au Maghreb.



FINANCEMENT

Lancement du fonds Averroès Finance II

● Après Averroès Finance, premier fonds de fonds sur la région Méditerranée, CDC Entreprises (filiale de la Caisse des Dépôts) et Proparco ont lancé à la mi-octobre Averroès Finance II, qui investira dans une sélection de fonds de capital investissement du Maghreb et du Machrek. Averroès Finance II s'appuiera sur l'expertise et les réseaux de ses deux sponsors pour soutenir la dynamique d'intégration régionale, renforcée par l'initiative de l'Union pour la Méditerranée (UPM) et la mise en place progressive d'accords de libre-échange entre les pays de la région et l'UE. CDC Entreprises et Proparco ont engagé 30 millions d'euros dans Averroès Finance II et prévoient de réunir 50 à 80 millions d'euros auprès d'institutions

financières du Nord et du Sud de la Méditerranée. Ces contributions seront investies dans une dizaine de fonds de capital investissement et soutiendront près d'une centaine de PME.

AUTOMOBILE

La BEI soutient Renault à Tanger

● La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé à la fin octobre un prêt de 200 millions d'euros à Renault afin de financer son projet d'unité d'assemblage près de Tanger. Ce complexe industriel de la marque au losange devrait entrer en fonction en 2012 et produire dans un premier temps près de 170 000 véhicules par an, majoritairement destinés à l'exportation. Cette intervention de la BEI pour ce projet, estimé à 600 millions d'euros, est d'autant plus importante que le groupe Nissan s'en était retiré en début d'année en raison de la crise mondiale. En juillet, la Caisse de Dépôt et de Gestion marocaine (CDG) avait apporté un bol



▶ La Logan est déjà fabriquée au Maroc par la Somaca, détenue majoritairement par Renault.

d'oxygène au projet en prenant une participation de 47,6%, via sa filiale Fipar-Holding, dans le capital de Renault Tanger-Méditerranée.

REPÈRE

300 millions

C'est le nombre de personnes en Afrique du Nord qui pourraient subir le stress hydrique dû

au réchauffement en 2070. Le pourtour méditerranéen, notamment au sud, risque d'être parmi les régions les plus pénalisées par la hausse des températures et la baisse des précipitations.

SOLAIRE

Nouveau pas pour Desertec

● Comme annoncé en juillet, la Fondation Desertec a donné naissance fin octobre à un consortium destiné à piloter le projet d'implantation de centrales solaires en Afrique du Nord. Ce consortium nommé Desertec

FOCUS SUR L'UPM

Statu quo diplomatique

● Malgré les urgences économiques, sociales et environnementales en Méditerranée, la panne diplomatique de l'Union pour la Méditerranée (UPM) perdure. Ainsi, et malgré les efforts des diplomates européennes, une réunion initialement prévue à la mi-novembre des ministres des Affaires étrangères de l'UPM a été reportée. Nombre d'experts estimaient pourtant que cette rencontre pouvait relancer le processus de rapprochement euro-méditerranéen. Selon des sources diplomatiques concordantes, ce report a pour origine le fait que Ahmed Aboul Gheit, le chef de la diplomatie



▶ Ahmed Aboul Gheit, chef de la diplomatie égyptienne et co-président de l'UPM.

égyptienne, dont le pays assure avec la France la co-présidence de l'UPM, refuse de rencontrer son homologue israélien, le très controversé leader ultranationaliste Avigdor Lieberman, en raison de ses déclarations sur le processus de paix au Proche-Orient et sur les arabes israéliens. De nombreux autres membres de la Ligue arabe se sont déclarés solidaires de la position égyptienne. Selon le ministère français des Affaires étrangères, des experts de l'Union européenne, de pays arabes et d'Israël tentent toutefois de trouver une solution pour que la réunion puisse tout de même avoir lieu cette année à Istanbul.

RENCONTRES

Énergie solaire et perspectives euro-méditerranéennes

Organisée par la Caisse des Dépôts, cette journée regroupera des producteurs d'énergie solaire, des investisseurs, des responsables institutionnels et des experts. L'objectif: examiner la manière de bâtir une coopération exemplaire entre le Sud et le Nord de la Méditerranée dans la production d'énergie et la lutte contre le changement climatique.

3 décembre, Parlement européen, Bruxelles.
Inscriptions: marina.dufaur@caissedesdepots.fr

Journées de l'entreprise 2009

Organisée par l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE), la 24^e session de ces rencontres incontournables dans l'espace de dialogue euro-méditerranéen auront pour thème « L'État et l'entreprise ». Trois séances au programme: la redéfinition des relations entre l'entreprise et l'État, le rôle de l'État comme régulateur des marchés et l'État comme puissance publique.

11-12 décembre, Port El Kantaoui, Tunisie.
www.iace.org.tn/fr

Petit déjeuner de la Méditerranée

Comme chaque début de mois, Ipemed organise à Paris un petit déjeuner où les chefs des principales entreprises méditerranéennes débattent de manière informelle et conviviale.

Vendredi 4 décembre :

« La crise: bilan et perspectives pour la Méditerranée ». En



présence de l'économiste Christian de Boissieu, co-président du Comité scientifique d'Ipemed.

Réservation indispensable
01 56 54 30 50
samia.maguella@ipemed.coop



L'espace financier euroméditerranéen

GUILLAUME ALMERAS,
ABDERRAHMANE
HADJ NACER
«Les Notes d'Ipemed»
n°3, octobre 2009

Les auteurs examinent comment l'espace financier méditerranéen devrait être organisé pour contribuer au développement des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem). Ils mettent d'abord en exergue l'existence d'une épargne maghrébine importante, alimentée par les transferts des migrants, mais qui reste peu productive du fait des manques et des archaïsmes dont souffrent les systèmes bancaires locaux. Ils plaident ensuite pour la mise en place d'une banque régionale. Cette institution novatrice, qui se passerait de subventions publiques, serait chargée de collecter l'épargne locale et de la réemployer pour le financement à long terme de projets structurants et rentables.

Disponible sur www.ipemed.coop



Un pacte agroalimentaire et rural pour l'intégration régionale euro-méditerranéenne

ÉTUDE COORDONNÉE
PAR CHRISTIAN DUBREUIL
ET JEAN-LOUIS RASTOIN
«Les Notes d'Ipemed»
n°4, novembre 2009

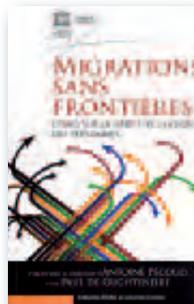
Cette étude résume les analyses d'un groupe de travail mis en place par Ipemed en vue de placer l'agriculture, et de façon plus générale le secteur agroalimentaire, au cœur des réflexions pour le rapprochement euro-méditerranéen. Constatant que le modèle alimentaire méditerranéen est mis à mal par la concurrence internationale ainsi que par l'évolution des modes de consommation, les experts s'inquiètent aussi des menaces induites par la libéralisation annoncée des échanges agricoles. L'instauration d'un pacte agricole entre les deux rives de la Méditerranée permettrait alors de moderniser l'agriculture du Sud et de créer un marché commun agricole régional capable de défendre et de valoriser le modèle agroalimentaire méditerranéen. Disponible sur www.ipemed.coop



Devenir langue dominante mondiale. Un défi pour l'arabe

MOHAMED BENRABAH
Librairie Droz,
Genève-Paris, 2009

Ce livre part du principe que la prédominance actuelle de la langue anglaise ne lui garantit pas une hégémonie pérenne et cherche à cerner quelle serait la place de l'arabe dans l'émergence d'un nouvel ordre linguistique mondial. La réflexion se base sur l'étude commanditée dans les années 1990 par les autorités britanniques, laquelle prévoyait pour 2050 un système linguistique planétaire où l'anglais, toujours dominant, serait néanmoins concurrencé par le chinois, l'espagnol, le hindouïdou et l'arabe. Alors que l'émergence du chinois et de l'espagnol semble confirmer ces prévisions, la situation de l'arabe demeure contrastée et l'auteur, professeur de linguistique anglaise et sociolinguistique à l'université de Grenoble III, examine les conditions nécessaires pour que cette langue accompagne la globalisation.



Migrations sans frontières. Essais sur la libre circulation des personnes

SOUS LA DIRECTION
D'ANTOINE PÉCOUD
ET DE PAUL DE GUCHTENEIRE
«Collection études
en sciences sociales»,
Editions Unesco 2009

Le scénario de migrations sans frontières interpelle de plus en plus les chercheurs, les ONG et les hommes politiques. À l'heure de la mondialisation, où les mouvements migratoires semblent échapper aux efforts des États pour les réguler, la théorie de la libre circulation est un défi face aux points de vue traditionnels sur la gestion et la restriction de ces flux. Ainsi, cet ouvrage se penche sur les questions posées par la libre circulation sous l'angle de l'éthique, des droits humains, du développement économique, de la politique, de la cohésion et du bien-être social. Il fournit des études empiriques détaillées sur les approches de la libre circulation en Europe, Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine et Asie. En envisageant l'hypothèse d'un droit à la mobilité, ce livre plaide pour une ouverture, non tant des frontières, mais plutôt des yeux et des esprits de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir des migrations dans le cadre de la mondialisation.

ÉTUDE

Les pays partenaires méditerranéens face à la crise

SOUS LA COORDINATION D'AHMAD GALAL
ET DE JEAN-LOUIS REIFFERS
Août 2009, www.femise.org

Dans son dernier rapport sur le partenariat euro-méditerranéen 2008-2009, le Forum euro-méditerranéen des Instituts de sciences économiques (Femise) se penche sur les répercussions de la crise financière dans les pays méditerranéens. L'étude identifie quatre modes de propagation: le commerce extérieur, le tourisme, les transferts des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers. Les auteurs plaident pour une consolidation urgente du système régional d'interdépendance. Enfin, un état des lieux en matière de protection sociale en Méditerranée, qui joue le rôle d'amortisseur en cas de crise, appelle notamment une réforme du secteur de la santé et la mise en place d'une mesure du bien-être des populations.

PUBLICATION

La carte des investissements en Méditerranée

Réseau Anima, octobre 2009

Ce guide sectoriel des politiques publiques de développement économique et territorial de neuf pays du pourtour sud de la Méditerranée est un outil d'aide à la décision. Réalisé par Anima dans le cadre du programme



Invest in Med, il permet la géolocalisation des secteurs et des sites d'activité. Le rapport offre trois types d'entrée pour chaque pays: une carte indiquant les secteurs et les zones d'activités

développés; une fiche synthétique présentant les informations clés en matière stratégique, réglementaire et sectorielle, enfin une fiche détaillée sur quatorze grands secteurs dont le développement est jugé prioritaire par les pays méditerranéens, ou qui s'y sont de fait développés.

REVUE

Global Energy for the Mediterranean (GEM)

www.omenergie.com

Dans sa dernière livraison, la revue de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME) propose, entre autre, un entretien avec Nabuo Tanaka, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ainsi qu'un focus sur les objectifs du plan solaire en Méditerranée, dans lequel l'OME est engagé. La revue offre aussi une analyse pertinente à propos de la nécessaire amélioration de la transparence du marché pétrolier.

ALSTOM Bonne performance au premier trimestre

Malgré un contexte économique difficile, Alstom, leader mondial dans les infrastructures de production d'électricité et de transport ferroviaire, membre fondateur d'Ipemed, a affiché de bons résultats opérationnels au premier semestre de l'exercice 2009-2010. Une performance d'autant plus notable que la conjoncture a été marquée par de faibles commandes dans les deux secteurs phares du groupe, à savoir le power et le transport.

Dans le détail, Alstom a tout de même enregistré des prises de commandes de 7,1 milliards d'euros avec un chiffre d'affaires (9,7 milliards d'euros) et un résultat opérationnel (828 millions d'euros) en hausse respectivement de 8% et de 19%. La marge opérationnelle a quant à elle atteint 8,6%, à comparer à 7,8% au premier semestre de l'année précédente. Enfin, le groupe a réalisé un résultat net de 562 millions d'euros (+7%) et généré un cash flow libre de 77 millions d'euros. Évoquant le second semestre de l'exercice, Patrick Kron, son président-directeur général a estimé que le carnet de commande reste élevé et continue d'offrir une bonne visibilité. «*Comptentenu du nombre important d'appels d'offres en cours, les*



LE GROUPE, DIRIGÉ PAR PATRICK KRON, AFFICHE UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 8%. LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AUGMENTE DE 19%.

commandes du second semestre devraient s'améliorer», a ainsi déclaré le PDG en précisant au passage que son entreprise confirmait son «*objectif de marge opérationnelle d'environ 9% sur l'exercice 2009-2010*».

CONTRATS EN JORDANIE Confirmant son ancrage au sud et à l'est de la Méditerranée, Alstom a annoncé avoir remporté plusieurs contrats en Jordanie dans le domaine des équipements pour la génération d'électricité pour un montant de près de 100 millions d'euros. La firme va fournir au groupe coréen Hanwha Engineering & Construction l'équipement principal – entre autre deux turbines à gaz GT13E2 – de la nouvelle centrale au gaz de Samra III en Jordanie. Cette centrale, située dans la région de Al Hashemya, sera exploitée par Samra Electric Power Generating Company. Elle produira 285 MW, tout en respectant les critères environnementaux internationaux, et son rendement sera plus élevé de 9% que celui des centrales à cycle simple existantes. Une fois Samra III achevée, la capacité totale de la centrale sera d'environ 900 MW, ce qui en fera la deuxième plus grande source de production d'électricité de la Jordanie.

DU CÔTÉ D'IPEMED

Cap sur l'investissement en Méditerranée



► Augustin de Romanet, directeur général de la Caisse des Dépôts, lors du lancement de 2IM.

● La réflexion sur l'investissement en Méditerranée fait partie des chantiers prioritaires d'Ipemed. À cet égard, notre Institut assure le secrétariat de l'Initiative pour l'investissement en Méditerranée (2IM) lancée le 13 mars 2009 par la Caisse des Dépôts (France), la Caisse des Dépôts et de Gestion (CDG,

Maroc) et Ipemed qui a réuni une trentaine d'investisseurs, publics et privés, issus de pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et du Golfe ainsi que des institutions multilatérales de coopération et de développement. Son ambition est d'établir à la fois un diagnostic partagé sur les opportunités et les

obstacles à l'investissement en Méditerranée, d'identifier les outils financiers, juridiques, humains et institutionnels utiles et enfin de formuler des propositions concrètes pour faire émerger des opportunités d'affaires.

Depuis le lancement de 2IM, un groupe de travail portant sur le cadre financier a été mis en place et deux autres, relatifs aux cadres juridique et humain seront opérationnels d'ici la fin de l'année. Dans le même temps, une mission a été confiée à deux consultants, l'un du Nord et l'autre du Sud, pour approfondir les thèmes du volet financier retenus le 13 mars dernier. Un premier rapport d'étape sera examiné par un comité restreint de suivi le 9 novembre 2009, en prévision de la réunion du comité de pilotage de l'Initiative, le 20 novembre



► Anas Alami, directeur général de la CDG (Maroc) depuis juin 2009.

2009⁽¹⁾. Les membres de 2IM se retrouveront à la mi-janvier 2010 au Maroc, à l'initiative de la CDG, pour examiner et approuver les conclusions et recommandations du rapport des consultants et envisager la suite à donner à celles-ci.

Amal Chevreau

En savoir plus : www.2im.coop

(1) Sont membres du comité de pilotage de 2IM : la Caisse des Dépôts, la CDG, la Cassa de Depositi e Prestiti, Ipemed, EFG Hermes, l'AFD, la SFI, la CNCE, Financière Océor, le Centre de développement de l'OCDE, la BEI. D'autres institutions ont été sollicitées pour en faire partie : Jordan Investment Board et Abu Dhabi Investment Council.